



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

LUBRIZOL : QUAND LES CAPITALISTES METTENT EN DANGER NOS VIES POUR GARANTIR LEURS PROFITS !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 3 OCTOBRE 2019

S'il n'a pas encore fait de victimes immédiates, l'accident industriel de Lubrizol – le plus important en France depuis celui de l'usine AZF de Toulouse, en 2001 – met en lumière le laxisme avec lequel les industriels et les pouvoirs publics assurent la gestion des risques.

Depuis une semaine, ministres, préfet et responsables de l'agglomération rouennaise nous jurent que les habitants n'ont rien à craindre, à la suite d'un incendie dont on ne connaît pas encore, ni les origines, ni véritablement les « carburants ».

COTE DECIDEURS, TOUT VA TRES BIEN

Pour le 1^{er} ministre, les odeurs sont « gênantes », mais pas « nocives ». Quand à Castaner, égal à lui-même, il a mis à profit sa visite sur le site pour déclarer qu'il « *n'y a pas de dangerosité particulière, même si l'inhalation de fumée présente en soi sa part de dangerosité* » !

Et pourtant, le site stockait des produits extrêmement toxiques pour les êtres humains et dangereux pour l'environnement. Le toit du bâtiment de stockage, parti en fumée, contenait de l'amiante, produit hautement cancérigène, tout comme la suie et les benzènes transportés par le panache de fumée. Alors qu'on interdit les récoltes et de faire sortir le bétail, de consommer les œufs et le lait produits dans 112 communes, ils voudraient nous faire avaler qu'il n'y a pas de risques pour la santé !

UN LOURD PASSIF DE POLLUEUR

Le président de Lubrizol France – propriété du milliardaire Warren Buffet – minimise ses responsabilités : « *Je suis très étonné de voir un incendie qui démarre comme ça [...]* ». Mais déjà, à l'hiver 2013, sur le même site, un rejet prolongé de mercaptan, toxique à forte dose, avait incommodé des dizaines de milliers de personnes, victimes de vertiges, maux de tête, vomissements... Déjà à l'époque, les informations avaient été dissimulées. Le groupe Lubrizol s'en était tiré avec une amende

dérisoire de 4.000 euros. En 2015, elle avait de nouveau été mise en cause pour avoir déversé des milliers de litres d'huile dans le réseau d'évacuation des eaux pluviales. Et pas plus tard qu'il y a un mois, un autre site de Lubrizol, près du Havre, avait été confronté à un incendie d'origine électrique.

UN « ACCIDENT » PREVISIBLE

L'accident de Lubrizol est un nouvel accident « industriel », survenant dans une entreprise, c'est-à-dire un lieu organisé, dirigé et contrôlé pour la production capitaliste. C'est cette organisation capitaliste qui est entièrement responsable, lorsqu'un accident « industriel » ou « du travail » survient.

De Tchernobyl à AZF en passant par Fukushima ou Bhopal, toutes les grandes catastrophes prétendument inenvisageables ont révélé de graves manquements à la sécurité, sans que les responsabilités soient clairement établies et les coupables réellement condamnés. Probable donc que la « transparence » promise par Edouard Philippe ne soit qu'un nouvel enfumage !

ROUEN : POUR COUPER COURT AUX
RUMEURS, LA TRANSPARENCE TOTALE

RASSUREZ-VOUS, LA SITUATION
EST GRAVE.



Urtikan.net

ABATTRE CE SYSTEME QUI POLLUE ET QUI TUE

Avec plus de 10 000 sites Seveso recensés dans l'Union européenne, dont 705 en « *seuil de risque haut* » pour la France (comme à Lubrizol), c'est bien tout un système industriel et économique qui met en danger les populations. La nécessité de ces productions, tout autant que les conditions dans lesquelles elles sont réalisées, échappent pour l'essentiel à tout contrôle des travailleurs et des populations.

Une fois de plus, cette catastrophe met à nu les conséquences sociales et environnementales de la production capitaliste, basée sur l'exploitation et le manque d'effectifs et d'entretien pour maximiser les profits. Plutôt que la politique des « petits gestes » inoffensifs qu'on nous vante tant, c'est une production basée sur le contrôle ouvrier, en lien avec la population et l'expropriation des capitalistes qui permettrait d'éviter que de tels désastres se reproduisent.

FAUSSE TRANSITION ...

MAIS VRAI CHANTAGE PATRONAL

C'est le retour des négociations pour le futur accord de compétitivité, par lequel les patrons de Renault veulent faire accepter de nouveaux reculs reculs aux syndicats béni-oui-oui.

Après ceux de 2013 et de 2017, on commence à connaître la rengaine. Mais cette fois, nos patrons ne s'engagent même plus sur les garanties soit-disant concédées aux salariés. Au contraire, ils utilisent le prétexte de la transition écologique pour nous mettre la pression. Pour obtenir des subventions de l'État, ils menacent nos emplois.

Alors que notre boulot pourrait régler une partie de la pollution automobile, ils veulent nous faire payer la facture de leurs choix industriels, dictés uniquement par la soif de profit.

De l'argent pour maintenir l'activité et augmenter nos salaires, il y en a largement assez, avec tous les bénéfices accumulés depuis des années. Alors, hors de question d'accepter de nouveaux sacrifices.

QUAND LES PATRONS EXIGENT DES AIDES DE L'ETAT

Dans un rapport de l'Association des Constructeurs Européens d'Automobiles, le PDG de PSA - Carlos Tavares - demande (au nom des patrons de l'automobile) à l'État de mettre la main à la poche pour soutenir la conversion à l'électrique. Il déclare : « *les gouvernements de l'UE doivent suivre le rythme croissant avec lequel nous lançons ces voitures en augmentant énormément les investissements (...). En outre, ils doivent également mettre en place des incitations à l'achat durable.* »

C'est vrai que les constructeurs automobiles ont besoin d'aide, avec tout ce que prennent les actionnaires. Sans compter ce que coûtent les PDG et leurs goûts de luxe !

FIN DE GRÈVE VICTORIEUSE À LA JINGJIANG SAM

Une grève de l'usine Jingjiang SAM à Decazeville (en Aveyron) s'est conclue par le retrait du projet de suppression de 150 à 200 emplois (cause la grève), l'indemnisation à 100 % du chômage partiel et le paiement des jours de grève.

L'usine appartient depuis 2 ans à un grand groupe industriel chinois qui a maintenant pour seul donneur d'ordre Renault, dont le volume des commandes varie selon son bon vouloir.

A l'annonce de la suppression des emplois, une grève totale a commencé, avec le soutien de tout un bassin industriel autour. Cette mobilisation a fait peur cette fois-ci au gouvernement qui a poussé Renault et le patron à céder.

Des revendications satisfaites grâce à une mobilisation, c'est une chouette victoire, mais rien n'est réglé. L'avenir d'une usine comme celle-ci dépend des activités et du travail fournis par les patrons. Et ce n'est que tous ensemble, chez Renault et PSA comme chez les sous-traitants, que l'on peut espérer gagner !

OÙ MENE

LA SURCHARGE DE TRAVAIL

Le suicide d'une directrice d'école à Pantin a suscité une vague de colère. Il faut dire que les lettres qu'elle avait envoyées à sa hiérarchie ainsi qu'aux directeurs des écoles environnantes accusent sans détour l'accumulation des tâches, le manque de moyens, l'isolement : tout ce qui l'empêchait de faire correctement un travail qu'elle aimait.

Après Renault, France Télécom, les suicides se multiplient à La Poste, à la SNCF, dans les hôpitaux, dans l'Éducation nationale. À chaque fois, ce sont les restrictions budgétaires, les réorganisations à la chaîne et la pression hiérarchique qui sont responsables du mal-être grandissant des employés.

Mais toutes ces colères pourraient bien se coordonner, pour que le mal-être... change de camp !

UN RACISME

QUI VIENT D'EN HAUT

S'inspirant de Marine Le Pen, c'est au nom des classes populaires que Macron lance l'offensive contre l'immigration et sermonne les « *bourgeois de centre-ville qui eux, sont à l'abri* ». À l'abri de quoi, au fait ? De la difficulté à boucler leurs fins de mois et des licenciements ? C'est certain. Mais c'est l'hôpital qui se fout de la charité : Macron qui blâme les bourgeois !

Difficile de croire qu'il se soucie des classes populaires, autrement que comme chair à patrons : toute sa politique consiste à accroître la précarité et l'exploitation. Et maintenant, il veut nous voler nos retraites. Facile, en revanche, de comprendre qu'il agite le sujet de l'immigration pour faire diversion et pour aller chercher l'électorat de Le Pen sur son propre terrain. Lui qui a passé son temps à accuser mensongèrement les Gilets jaunes de racisme et d'antisémitisme, il prône maintenant la xénophobie d'État !

SUR LA RETRAITE À POINTS ...

QUI A DIT :

« *Le système par points, en réalité, permet une chose qu'aucun homme politique n'avoue : ça permet de baisser chaque année la valeur des points et donc de diminuer le niveau des pensions* » ?

C'était François Fillon, candidat à la « primaire de la droite », à l'occasion de son Grand oral devant les patrons, le 10 mars 2016 (Public Sénat)

Ça, c'est seulement pour ceux qui n'auraient pas encore compris ce qui se trame derrière tout le baratin gouvernemental !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique